

SOMMAIRE

SIGLE ET ABREVIATION	i
INTRODUCTION	1
I - ETAT D'EXECUTION DU PDA 2013 AU 31 decembre	4
I-1. activités programmées en 2013	4
1.1.1. Amélioration du niveau de mise en œuvre des décisions et recommandations des instances de décision	4
1.1.1.1 . Tenue des Conseils des Ministres.....	4
1.1.1.1 .1 Tenue de la 49 ^{ème} Session ordinaire du Conseil des Ministres	4
1.1.1.1 .2 Tenue de la 50 ^{ème} Session ordinaire du Conseil des Ministres.....	5
1.1.1.2. Réalisation de l'audit structurel de l'ALG.....	6
1.1.1.3. Elaboration d'une stratégie de communication.....	6
1.1.1.4. Réactivation du Fonds de développement du Liptako-Gourma.....	7
1.1.1.5. Elaboration d'une grille spécifique portant indemnité de déplacement.....	7
1.1.1.6. Participation de l'ALG à la reconstruction du Nord-Mali.....	8
1.1.2 Evaluation du niveau d'atteinte des résultats intermédiaires des études, programmes et projets.....	9
1.1.2.1. Dans le domaine du développement rural.....	9
1.1.2.2 Dans le domaine des infrastructures, de l'industrie et des mines	13
1.1.3. Amélioration du niveau de mobilisation des ressources	18
1.1.3.1 Contribution des Etats au budget de fonctionnement	18
1.1.3.2. Mobilisation des ressources extérieures.....	19
1.1.4. Renforcement du partenariat avec les autres organisations	20
1.1.4.1. Avec l'UEMOA.....	20
1.1.4.2. Avec la CEDEAO.....	21
1.1.4.3. Avec la Coopération Suisse.....	21
1.1.4.4. Avec la FAO.....	22
I-2. activités hors programmé en 2013	25
1.2.1. Participation aux rencontres	25
1.2.2. Renforcement de la solidarité.....	30
II- DIFFICULTES RENCONTREES	30
III- CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	30
ANNEXES	31
Tableau 1 : Etat de mise en œuvre des recommandations et tâches de la 49 ^{ème} Session du Conseil des Ministres au 31 décembre 2013.....	32
Tableau 2 : Etat de mise en œuvre des activités programmées au 31 décembre 2013.....	33
Tableau 3 : Etat de mise en œuvre des activités hors programme au 31 décembre 2013.....	40

SIGLE ET ABREVIATION

ABN	Autorité du Bassin du Niger
ABV	Autorité du Bassin de la Volta
ACMAD	African Centre of Meteorological Application for Development
ALG	Autorité de Développement Intégré de la Région du Liptako-Gourma
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BERD	Bureau d'Etudes et de Recherche pour le Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BID	Banque Islamique de Développement
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CMC	Centres Multimédia Communautaires
DAO	Dossiers d'Appel d'Offre
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FKDEA	Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe
IED	Investissement Etranger Direct
OIG	Organisation Inter-Gouvernementale
PDA	Programme détaillé des activités
PPA	Programme prioritaire d'actions
PIB	Produit Intérieur Brut
PTI	Programme Triennal d'Investissements
TDR	Termes de référence
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

INTRODUCTION

Le Programme Détaillé des Activités 2013 de l'ALG, s'est exécuté dans un contexte sous régional marqué par un assainissement progressif des économies des pays de la sous-région ouest africaine. En effet, on assiste d'une manière générale à une reprise vigoureuse de la croissance économique en liaison d'une part, avec des conditions météorologiques plus favorables et des récoltes plus abondantes lors de la campagne écoulée et, d'autre part, avec une intensification des investissements publics dans les infrastructures économiques et sociales.

Cette situation favorable résulte en particulier du dynamisme dans les secteurs des mines et de l'énergie, et de la relance économique dans les pays récemment affectés par des crises sociopolitiques.

Par ailleurs, une décélération de l'inflation, l'assouplissement des taux d'intérêt et l'augmentation des envois de fonds par les travailleurs expatriés (passés de 32 milliards de dollars en 2012 à 33 milliards de dollars en 2013), ont globalement permis aux ménages de maintenir leurs niveaux de dépenses, bien qu'il existe des différences entre les pays.

Une bonne part de cette croissance est due aux investissements consacrés tant au secteur des ressources qu'aux autres secteurs de l'économie. L'Investissement Etranger Direct (IED) vers les pays de la région devrait atteindre environ 40 milliards de dollars en 2013 (il s'établissait à 32,1 milliards de dollars en 2012).

En perspective, la demande intérieure robuste qui a soutenu la croissance en Afrique Subsaharienne au cours des récentes années et le renforcement prévu de la demande mondiale devraient permettre à l'Afrique Subsaharienne de maintenir sa trajectoire de croissance à moyen terme. La croissance du PIB régional devrait atteindre 4,9% en 2013.

Dans les pays membres de l'ALG en particulier, les indicateurs macroéconomiques indiquent que la croissance reste dynamique notamment au Niger et au Burkina Faso.

Au Mali par contre, en dépit d'un PIB par habitant supérieur à celui des deux autres pays de la Zone, le rythme de croissance ralentirait, du fait des crises sociopolitiques qui ont sévi dans le pays et singulièrement dans sa partie Nord, depuis la fin du premier trimestre 2012.

La situation d'insécurité qui a prévalu au Nord du Mali a été fortement ressentie par les deux autres pays membres de l'ALG ; d'où la nécessité et l'urgence de rechercher des solutions durables dans les domaines de la sécurité afin que les processus démocratiques puissent s'enraciner dans nos pays et constituer un socle solide pour le développement économique et social dont nous avons tant besoin.

Avec le retour progressif de la paix au Mali, les perspectives affichées de la croissance dans les pays d'Afrique Subsaharienne en 2013 et un hivernage globalement humide en Afrique de l'Ouest notamment dans la bande Ouest Sahélienne attendu en 2013¹ offrent de meilleures perspectives dans la mise en œuvre des projets de développement aux bénéfices des populations.

Au niveau de la Direction Générale de l'ALG, la période de référence a été particulièrement marquée :

- au titre de la mise en œuvre des décisions et recommandations des instances de décision, par : (i) la tenue tardive, le 21 juin 2013, de la 49^{ème} Session ordinaire du Conseil des Ministres, initialement prévue le 29 novembre 2012. Ce qui n'a pas permis de doter l'Institution ni d'un programme d'activités ni, d'un budget de fonctionnement au cours du premier semestre de l'année ; (ii) la finalisation des actes finaux de la 49^{ème} session du Conseil des Ministres ; (iii) la poursuite des activités relatives à la réalisation de l'audit structurel; (iv) la création d'un Comité chargé du suivi de la réactivation du Fonds de développement de l'ALG ; (v) la création d'un Comité de pilotage du processus d'élaboration de la stratégie de communication de l'ALG ; (vi) l'élaboration d'une grille spécifique portant indemnité de déplacement applicable à l'ALG ; (vii) l'élaboration d'un plan d'actions en vue de la participation de l'ALG au processus de reconstruction du Nord-Mali.
- au titre des activités administratives et techniques, par : (i) les départs définitifs du Chef du Département des Affaires Administratives et Financières appelé à d'autres fonctions et, du Chef du Personnel, admise à faire valoir ses droits à la retraite, (ii) le recrutement du nouveau Chef du Département des Affaires Administratives et Financières ; (iii) la tenue de la réunion préparatoire des experts à la réunion des Ministres en charge de l'élevage dans la Région du

¹ Bulletin mensuel d'information du CILSS - Avril-Mai 2013

Liptako-Gourma ; (iv) l'organisation des concertations en vue de l'élaboration d'un Programme Régional de Gestion Intégrée des Ressources et Equipements Pastoraux en zones Transfrontalières/volet Burkina Faso, (v) la mise en œuvre des conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée signées avec l'UEMOA, (vi) le démarrage effectif des études de faisabilité des programmes transfrontaliers de préservation des terres de culture et des terres dégradées et, d'aménagements hydroagricoles dans la Région du Liptako-Gourma ; (vii) la tenue régulière des cadres de concertation interne ;

- au titre du renforcement de la coopération, par entre autres : (i), la signature du protocole de partenariat et de coopération des OIG de l'Afrique de l'Ouest, (ii) la participation à des rencontres organisées par les Commissions de la CEDEAO, de l'UEMOA, du BSR-AO-CEA, de la Coopération Suisse et d'autres partenaires ;
- au titre de la communication par : (i) la production régulière du bulletin phytosanitaire et, (ii) l'animation du site web ;
- au titre du renforcement de la solidarité entre le personnel, par la poursuite des activités de la Mutuelle des travailleurs et de l'Amicale des femmes de l'ALG.

Toutes les activités réalisées aussi bien avant qu'après la tenue de la 49^{ème} session ordinaire du Conseil des Ministres, ont été consignées dans le Programme Détaillé des Activités (PDA), élaboré en juillet 2013, à titre de régularisation.

Le présent rapport d'activités au 31 décembre 2013 , fait le point de la mise en œuvre du PDA. Il s'articule autour des axes suivants :

1. Etat d'exécution du PDA 2013 au 31 décembre 2013 ;
2. Difficultés rencontrées ;
3. Recommandations et conclusions ;

I - ETAT D'EXECUTION DU PDA 2013 AU 31 DECEMBRE

I-1. ACTIVITES PROGRAMMEES EN 2013

Les activités programmées s'articulent essentiellement autour des quatre (4) domaines d'intervention de l'ALG, autorisés par le Conseil des Ministres depuis sa 48^{ème} session à savoir :

1. améliorer le niveau de mise en œuvre des décisions et recommandations issues des instances de décision ;
2. évaluer le niveau d'atteinte des résultats intermédiaires pour les projets en cours ;
3. améliorer le niveau de mobilisation des ressources à travers la mise en œuvre de la stratégie de communication et de mobilisation des ressources (conditions indispensables à la mise en œuvre des nouveaux projets et programmes) ;
4. renforcer et diversifier le partenariat avec les autres Organisations et Institutions.

1.1.1. AMELIORATION DU NIVEAU DE MISE EN ŒUVRE DES DECISIONS ET RECOMMANDATIONS DES INSTANCES DE DECISION

1.1.1.1. Tenue des Conseils des Ministres

Au cours de l'année 2013, exceptionnellement, deux sessions ordinaires du Conseils des Ministres ont été tenus ; la 49^{ème} au titre de l'année de 2012 et la 50^{ème} au titre de l'année 2013.

1.1.1.1.1 Tenue de la 49^{ème} Session ordinaire du Conseil des Ministres

Depuis le mois de septembre 2012, la Direction Générale de l'ALG a développé des initiatives en vue de favoriser la consultation Ministérielle pour fixer une date propice à la tenue dudit Conseil.

Initialement prévue pour se tenir à Bamako, en République du Mali le 29 novembre 2012, le Conseil des Ministres a finalement été délocalisé à Niamey après plusieurs reports et s'est déroulé aux dates ci après :

- réunion des experts : 17 au 20 juin 2013 ;
- session ministérielle : 21 juin 2013.

Le Conseil a enregistré la participation effective de tous ses membres statutaires et la présence de certains partenaires techniques et financiers de l'ALG.

Les travaux du Conseil des Ministres ont été sanctionnés par un Communiqué final disponible sur le site ALG : www.liptakogourma.org. En particulier, le Conseil a doté l'ALG d'un programme d'activités assorti d'un budget au titre de l'année 2013.

Immédiatement après, soit entre fin juin et début juillet 2013, tous les actes finaux sanctionnant les travaux de la session ont été finalisés et validés.

1.1.1.2 Tenue de la 50^{ème} Session ordinaire du Conseil des Ministres

En rappel, la 49^{ème} session ordinaire du Conseil des Ministres tenu le 21 juin 2013 à Niamey avait décidé de tenir la 50^{ème} session à Bamako, au Mali, courant 4^{ème} trimestre 2013.

Mais pour des raisons de commodités, la session a été délocalisée de nouveau à Niamey suivant le calendrier ci-après :

- réunion des experts : 10 au 13 décembre 2013 ;
- session ministérielle : 14 décembre 2013.

Sanctionnés par un communiqué final disponible sur le site ALG: www.liptakogourma.org; la session a enregistré la présence des représentants de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), du Comité Inter Etat de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS).

Immédiatement après la tenue de la session, l'essentiel des actes finaux a été finalisé et validé ; parallèlement les lettres de notification du budget gestion 2014 ont été produites et transmises aux Etats.

Aussi, des lettres de remerciements aux PTFs ont été adressées à la BIDC et au CILSS pour leur participation à la session.

1.1.1.2. Réalisation de l'Audit Structurel de l'ALG

Après l'étape du Burkina Faso en fin d'année 2012, les activités entrant dans le cadre de la réalisation de l'audit structurel de l'ALG se sont poursuivies avec notamment la mission terrain du Cabinet CIECAM à Niamey, au Niger, en janvier 2013 ; et, à Bamako, au Mali en avril 2013.

Comme au Burkina Faso, la mission a rencontré les Ministres de tutelle de l'ALG, les autorités et les personnes ressources préalablement identifiées.

Un rapport d'étape a été présenté au Conseil des Ministres lors de sa 49^{ème} Session tenue à Niamey, au Niger, le 21 juin 2013. Courant juillet 2013, la mission a pu rencontrer le Directeur Général de l'ALG et certains partenaires stratégiques de l'ALG tels que l'UEMOA.

Le cabinet a déposé un pré rapport provisoire en août 2013, qui a fait l'objet d'un examen au sein de l'ALG, suivi d'une session de travail avec les consultants. La séance de travail a permis de faire un recadrage des objectifs de la mission et des résultats attendus.

A la suite de cette première séance de travail, le Cabinet a produit et déposé le rapport provisoire qui a fait l'objet d'une note d'information lors de 50^{ème} session du Conseil des Ministres à titre de compte rendu.

1.1.1.3. Elaboration d'une Stratégie de Communication

En 37 ans de vie opérationnelle, l'ALG demeure peu ou mal connue aussi bien à l'intérieur des Etats membres qu'en dehors des frontières des Etats. La raison est toute simple parce qu'elle n'a pas su mettre en place une stratégie de communication dynamique autour de ses efforts, qui lui garantit plus de visibilité et d'attraction.

Dans la perspective d'un nouveau départ pour relever les défis, la 49^{ème} Session ordinaire du Conseil des Ministres a instruit la Direction Générale de l'ALG d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie de communication pertinente orientée vers la promotion des activités de l'ALG et la mobilisation des ressources.

Pour ce faire, les projets de termes de référence relatifs au recrutement d'un Consultant pour l'élaboration de la stratégie ont été finalisés et un Comité de suivi du processus a été mis en place. Conformément à la programmation pluriannuelle des activités adoptée par le Conseil des Ministres, l'activité proprement dite sera réalisée en 2014. Toutefois, une note d'information en guise de compte rendu a été produite à l'attention du Conseil des Ministres lors de sa 50^{ème} session.

1.1.1.4. Réactivation du Fonds de Développement du Liptako-Gourma

La réactivation du Fonds de développement du Liptako-Gourma en vue du financement des études de faisabilité des programmes du PPA 2010-2015, a été sollicitée par le Conseil des Ministres au cours de sa 48^{ème} session ordinaire, en réponse à une instruction des Chefs d'Etat.

Toutefois, la réactivation dudit Fonds est suspendue à la satisfaction de conditions préalables devant être remplies par l'ALG. A cet effet, après examen de la note spécifique produite par la Direction Générale de l'ALG à la 49^{ème} session du Conseil des Ministres, celui-ci a instruit la Direction Générale d'élaborer un chronogramme précis avec des dates butoir pour la réactivation du Fonds de développement de l'ALG.

Un chronogramme actualisé de mise en œuvre des activités préalables a été validé, le fond documentaire nécessaire à la relecture des textes ayant régi le Fonds de développement a été constitué. Enfin, un Comité de suivi du processus a été mis en place.

A l'instar de l'Audit structurel, la réactivation du Fonds de développement a également fait l'objet de communication au dernier Conseil des Ministres.

Relativement à la relecture des textes régissant son fonctionnement, des propositions ont été déjà faites dans le cadre de l'Audit structurel qui prendra en compte le nouveau chronogramme d'opérationnalisation du Fonds de développement au cours de l'année 2014.

1.1.1.5. Elaboration d'une Grille Spécifique Portant Indemnité de Déplacement

Dans le souci d'offrir de meilleures conditions de travail aux agents de l'ALG à l'occasion de leurs déplacements hors du pays du siège, l'ALG a soumis au Conseil des Ministres lors de sa 49^{ème} Session ordinaire, une révision de sa grille indemnitaire de déplacement en s'arrimant aux pratiques les plus avantageuses au sein de ses Etats membres.

Le Conseil des Ministres a accédé au principe de la révision en instruisant plutôt l'ALG, d'élaborer une grille spécifique portant indemnité de déplacement applicable à l'Autorité de Développement Intégré de la Région du Liptako-Gourma et de procéder à une consultation à domicile pour son adoption.

A cet effet, un Comité a été créé, un fonds documentaire a été constitué et un avant projet de grille indemnitaire a été élaboré et transmis aux Etats pour amendements.

Les contributions des Etats ont été enregistrées et le projet de grille a été validé par le Président du Conseil des Ministres et mis en exécution.

1.1.1.6. Participation de l'ALG à la Reconstruction du Nord-Mali

Le Conseil des Ministres de l'Autorité de Développement Intégré de la Région du Liptako-Gourma (ALG), réuni en sa 49ème Session ordinaire à Niamey, en République du Niger, le 21 juin 2013, a adressé une motion de soutien au Gouvernement de la République du Mali, pour ses efforts de restauration de l'Etat de droit. Il s'est en outre félicité des initiatives en cours, pour la reconstruction du Nord-Mali et engagé l'ALG à s'impliquer dans ce processus.

En respect de cette Instruction, le Directeur Général de l'ALG a eu une série d'entretiens avec les autorités maliennes au nombre desquelles, SEM le Premier Ministre, le Ministre de la Réconciliation Nationale et du Développement des Régions du Nord, le Ministre du Plan et de la Prospective, le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre de l'Industrie et de Mines, Ministre de tutelle de l'ALG. Cette démarche a été suivie, d'une mission des experts de l'ALG auprès des Ministères maliens en charge du dossier.

L'objectif visé par ces différentes rencontres, est de positionner l'ALG à travers ses programmes et projets à caractère sous-régional, comme un des acteurs clés de la reconstruction du Nord-Mali et bénéficiaire potentiel des financements annoncés à cet effet, notamment, ceux destinés au « Programme Sahel ».

Pour ce faire, l'ALG a soumis à la partie malienne un plan d'actions conjointes, destiné à faciliter les actions communes qui pourraient être entreprises par les différentes parties prenantes à partir de 2014.

I.1.2 EVALUATION DU NIVEAU D'ATTEINTE DES RESULTATS INTERMEDIAIRES DES ETUDES, PROGRAMMES ET PROJETS.

1.1.2.1. Dans le Domaine du Développement Rural

1.1.2.1.1. Programme de Développement de l'Élevage dans la Région du Liptako-Gourma

Dans ce cadre, trois (3) activités essentielles ont été conduites au cours de la période allant de janvier à décembre 2013. Il s'agit : (i) des missions de suivi et de supervision du programme de l'année 2012, reportées en 2013 pour des raisons de calendrier, (ii) de la réunion des experts préparatoire à la rencontre des Ministres en charge de l'élevage dans la Région du Liptako-Gourma et, enfin, (iii) de la rencontre des acteurs sur le processus d'évaluation de l'Ouvrage de franchissement entre les tronçons Sebba-Frontière du Niger (Burkina Faso) et Tera –Bangaré (Niger).

La mission de suivi et supervision techniques de la Coordination régionale du programme, s'est déroulée du 04 février au 28 février 2013, soit après la clôture officielle du projet intervenue le 31 décembre 2012.

Les résultats de la mission ont été présentés à la réunion des experts, préparatoire de la rencontre des Ministres en charge de l'élevage.

La rencontre des Ministres en charge de l'élevage des pays membres de l'ALG prévue pour se tenir le 24 avril 2013, à Ouagadougou, au Burkina Faso n'a pas eu lieu pour des raisons de calendrier des Ministres.

Toutefois, la réunion des experts préparatoire à la rencontre des Ministres s'est tenue du 21 au 23 Avril 2013. Cette réunion préparatoire a permis de définir une feuille de route pour la conduite dans une approche régionale de l'après programme de développement de l'élevage dans la Région du Liptako-Gourma en deux étapes:

- ☛ la clôture du programme en cours ;
- ☛ l'élaboration et le lancement d'un second programme.

Enfin, la première rencontre des acteurs sur le processus d'évaluation de l'Ouvrage de franchissement entre les tronçons Sebba-Frontière du Niger (Burkina Faso) et Tera –Bangaré (Niger), a eu lieu du 09 au 10 juillet 2013 à Ouagadougou dans la salle de la réunion de l'ALG. Elle a enregistré la participation des représentants des Ministères en charge du désenclavement,

de la planification et de l'élevage du Burkina Faso et du Niger, du PDELG du Burkina Faso et du Niger et de leurs Ingénieurs conseils et, de l'ALG.

Compte tenu de l'importance de l'ouvrage, la rencontre a recommandé aux deux Etats, l'inscription de lignes de crédits sur leurs budgets 2015, en vue de la réalisation de l'ouvrage.

La rencontre a par ailleurs décrit l'itinéraire technique des activités à dérouler, examiné la faisabilité de l'ouvrage de franchissement devant permettre la liaison inter Etats et défini une feuille de route dont la première activité prévoyait une visite conjointe du site de l'ouvrage.

A cet effet, des termes de référence ont été élaborés mais la mise en œuvre de l'activité a été suspendue à la situation de trésorerie précaire qu'a connue l'ALG au cours de la période de référence.

1.1.2.1.2. Projet de renforcement des moyens de protection des végétaux et des denrées stockées dans la Région du Liptako-Gourma

En rappel, la rencontre des Ministres en charge de la Protection des Végétaux a été retenue en 2012, pour constituer un cadre d'appropriation des acquis et insuffisances du projet et surtout, d'orientation après le 30 juin 2012, date officielle de clôture du projet.

Cette activité a été reprogrammée en 2013 pour se tenir au Niger. L'ALG a entrepris la consultation avec les autorités nigériennes en charge de la Protection des Végétaux, pour retenir une période propice à la rencontre.

Le Niger a dans un premier temps, proposé le mois d'août 2013 mais, cette échéance n'a pu être respectée, actualité au Mali oblige. Par ailleurs, le mois d'août coïncidait avec les vacances gouvernementales. Par conséquent, L'ALG a demandé d'envisager la rencontre au cours du dernier trimestre 2013.

De nouveau, cette échéance n'a pas été respectée pour des raisons de calendrier chargé en fin de l'année 2013.

Les consultations se poursuivent pour une nouvelle programmation courant mars 2014, le lieu restant inchangé.

1.1.2.1.3. Bulletin mensuel de la situation phytosanitaire

Les bulletins des mois de janvier à décembre 2013 ont été produits et mis en ligne sur le site web de l'ALG.

1.1.2.1.4. Etude de faisabilité des aménagements hydroagricoles dans la Région du Liptako-Gourma.

Le processus de recrutement du Bureau d'études entamé depuis deux (2) ans, a connu finalement son dénouement avec l'avis de non objection du Bailleur de Fonds en l'occurrence la BID et, le recrutement du consortium Ewi-Maroc/AC3E.

Le contrat de prestation de service a été signé courant juillet 2013 et les missions terrain de collecte de données en vue d'établir le rapport diagnostic ont été effectuées. Au sein de l'ALG, un comité de suivi de l'étude a été mis en place.

Le Bureau d'études a déposé son rapport diagnostic qui devrait être examiné en même temps que le rapport provisoire au cours d'un atelier régional initialement prévu dans la dernière quinzaine du mois de décembre 2013. Finalement, l'atelier a été reprogrammé en 2014 pour absence de ressources, le Bailleurs de Fonds (BID) n'ayant pas encore honoré les factures du Bureau d'études à qui incombent les charges d'organisation de l'atelier.

1.1.2.1.5. Etude de faisabilité d'un Programme transfrontalier de préservation des terres de cultures et de récupération de terres dégradées en adaptation aux changements climatiques dans la Région du Liptako-Gourma

En rappel, le Bureau d'Etudes et de Recherche pour le Développement (BERD) a été retenu pour la réalisation de l'étude.

Dans ce cadre, une mission circulaire du BERD, sous la supervision de l'ALG, s'est rendue successivement au Mali, au Burkina Faso et au Niger du 16 février au 04 mars 2013.

La mission a fait l'état des lieux, aux fins d'établir une situation de référence par l'actualisation d'indicateurs caractérisant les principaux facteurs de préservation de terres de culture et de récupération de terres dégradées dans la Région du Liptako-Gourma. Le Bureau chargé de réaliser l'étude, a produit et déposé à la Direction Générale, le rapport diagnostic provisoire, le 17 mai 2013.

Conformément au plan d'action de l'étude, le Rapport diagnostic provisoire a été examiné par le Comité de suivi de l'étude mis en place à l'ALG et, a fait l'objet de validation au cours d'un atelier régional tenu les 29 et 30 août 2013.

Le rapport diagnostic a été finalisé et envoyé aux parties prenantes. La suite du processus prévoit l'élaboration du programme dès que les moyens financiers seront mis à la disposition du Bureau d'études.

1.1.2.1.6. Programme régional de développement de la pêche et de l'aquaculture dans la Région du Liptako-Gourma

Les nouvelles politiques de réduction de la pauvreté adoptées par les Etats membres de l'ALG, font désormais du sous-secteur de la pêche, un secteur prioritaire. Cette préoccupation est reliée au niveau International avec l'initiative lancée en octobre 2012 à Rome sous l'égide de la FAO, pour un nouveau partenariat mondial de promotion de l'aquaculture dans la lutte contre la faim.

En vue de participer à cette dynamique amorcée par ses Etats membres, l'ALG a élaboré en relation avec les Etats membres sur financement du Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe (FKDEA), un Programme régional de développement de la pêche et de l'aquaculture dans la Région du Liptako-Gourma dont le coût de mise en œuvre est estimé à **cinquante un milliards deux cent dix huit millions six cent quatre vingt dix sept milles six cent (51.218.697.600) FCFA** hors taxes et hors douanes pour une durée de cinq (05) ans.

L'objectif global du programme est d'améliorer durablement la contribution de la pêche et de l'aquaculture à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté dans la Région du Liptako-Gourma.

Au niveau sous régional, le Programme vise à développer des synergies et des complémentarités entre l'ALG et les autres Organisations Inter- Etats concernées par la gestion partagée des ressources naturelles dans la Région du Liptako-Gourma. Particulièrement, le Programme contribuera à la mise en œuvre de l'axe stratégique 3 de la deuxième phase du Programme Economique Régional (PER II) de l'UEMOA, notamment en son objectif « valorisation et transformation des ressources naturelles : sécurité alimentaire ».

Le document de projet a été traduit en anglais à la demande du Bailleur de Fonds.

1.1.2.2 Dans le domaine des Infrastructures, de l'Industrie et des Mines

1.1.2.2.1. Programme d'hydraulique ALG Burkina : Projet d'aménagements hydroagricoles du Liptako-Gourma Phase III Extension (AHA-ALG-III E)

Le projet d'Aménagements Hydroagricoles du Liptako-Gourma Phase III Extension (AHA-ALG-III E) en cours d'exécution, permettra à terme de réaliser quatre barrages et 292 ha de périmètres irrigués.

Au cours de la période de référence, l'ALG a participé aux activités du projet ci-après :

- ✓ troisième session ordinaire du Comité de pilotage, le 15 mars 2013 à Ouagadougou. Cette réunion a permis d'adopter le rapport d'activités 2012 du projet ;
- ✓ réception provisoire des travaux de construction de trois forages équipés de pompe à motricité humaine et première réunion de chantier du 19 au 22 mars 2013 ;
- ✓ deuxième réunion de chantier tenue du 07 au 08 mai 2013 à Ouagadougou ; cette réunion qui a été précédée d'une visite de terrain, a servi de cadre à l'évaluation des moyens humains et matériels déployés sur le terrain et de l'état d'avancement des travaux ;
- ✓ audience accordée par le Directeur Général à une délégation de la BOAD venue pour une mission de supervision du projet le 15 juillet 2013.

Concernant, l'état d'avancement, les travaux suspendus en juin 2013 pour raison de la saison hivernale ont redémarrés en novembre 2013. L'état d'avancement par site est présenté dans le tableau ci dessous.

Tableau 1 : Etat d'avancement du projet

Site	Nature des travaux	Taux de réalisation	Délais consommé	Observation
Lalagaye	Barrage et aménagement de périmètre	100%		Réception définitive prononcée le 06 août 2013
Ziou	Barrage et aménagement de périmètre	52%	10/12 mois.	reprise des travaux en novembre 2013 ²
Gourgou	Barrage et aménagement de périmètre	18%	7,5/12 mois	reprise des travaux en novembre 2013
Gazandouré	Barrage et aménagement de périmètre	52%	8/12 mois	reprise des travaux en novembre 2013
En amont des barrages de Samou, Salogo-Mobeiga et Lalagaye	Travaux d'aménagement de périmètres			Etudes socio-économiques ont conduit à la non-faisabilité des travaux par suite du refus des propriétaires terriens. il est envisagé la réalisation d'aménagements de bas-fonds

Au plan financier, le taux d'exécution du projet en 2013 est de 31,40% des prévisions annuelles, soit 1 317 188 221 F CFA HT HD, dont 1 231 344 951 FCFA HT HD, soit 31,76% au titre de la BOAD et 85 843 270 FCFA HT HD, soit 27,04% au titre du Budget national

1.1.2.2.2. Programme d'hydraulique pastorale

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme d'hydraulique pastorale, l'ALG a élaboré un document de projet intitulé « projet de gestion intégrée des ressources et équipements pastoraux au niveau de l'espace transfrontalier du forage Christine ». Cette idée a été partagée avec le Bureau de la Coopération Suisse au Burkina Faso qui a manifesté son intérêt pour ce projet.

Ainsi, un contrat entre la Coopération Suisse et l'ALG a été signé le 01 mars 2013, mettant à la disposition de l'ALG une subvention de 21.550.000 F CFA pour l'organisation du processus de concertation devant aboutir à une formulation consensuelle et participative du document de projet.

² Les travaux arrêtés à cause de la saison des pluies.

De concert avec le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques du Burkina Faso, deux ateliers régionaux de concertation autour du projet de document ont été organisés respectivement les 03 et 04 avril 2013 et, le 17 juillet 2013 à Dori au Burkina Faso.

Ces ateliers qui ont regroupé environ 80 acteurs et partenaires impliqués dans l'exploitation et la gestion de la zone du forage Christine, ont permis notamment :

- ✓ de faire le point de la mise en œuvre de la feuille de route sur le forage Christine adoptée depuis janvier 2012 ;
- ✓ de partager le document de projet élaboré par l'ALG et recueillir les attentes, les suggestions et les orientations des acteurs en vue de son amélioration.

Au terme du 2^{ème} atelier, le document du projet pilote de Gestion Intégrée des Ressources et Equipements Pastoraux dans l'Espace du Forage Christine a été adopté

Le document adopté a été transmis au Ministère des Ressources Animales et Halieutiques ainsi qu'au Bureau de la Coopération Suisse au Burkina Faso.

Suite à cette transmission, la Coopération Suisse, par correspondance référencée 852.3(8) POUPA du 18/11/2013 avait décidé de prendre contact avec l'ALG pour échanger autour du contenu précis de la proposition de projet et sur le processus de mobilisation des financements prévus par l'ALG. Les propositions de dates sont attendues de la Coopération suisse.

1.1.2.2.3. Programme prioritaire d'aménagement des routes secondaires Inter-Etats

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Prioritaire de Routes Secondaires Inter-Etats, l'ALG a eu à participer du 11 au 14 Mars 2013 à la mission de reconnaissance des pistes retenues dans le volet Burkina Faso.

L'objectif global de la mission est de prendre connaissance de l'état réel des pistes situées sur le territoire burkinabé en vue d'actualiser les coûts des travaux dont les études datent de 2009 et répondre ainsi, à la demande du partenaire potentiel qu'est la BADEA.

A ce jour, tous les Etats ont fait parvenir à la BADEA, les coûts actualisés des travaux. La réaction de la BADEA est attendue.

Il s'agit du financement des actions suivantes :

- Aménagement en piste graveleuse entre Djibo – Boni (145 Km) entre le Burkina Faso et le Mali ;
- Aménagement en piste graveleuse entre Ouallam – Menaka (198 Km) entre le Niger et le Mali ;
- Aménagement en piste graveleuse entre Sebba-Bolci-Kobadjé (169 km) entre le Burkina Faso et le Niger.

1.1.2.2.4. Projet d'étude pour la création d'ateliers-écoles dans les pays membres de l'ALG en vue de l'amélioration de l'exploitation minière à petite échelle

L'ALG avait sollicité et obtenu l'accord de principe de la Banque Islamique de Développement (BID), pour le financement de l'étude citée en objet. Cet accord de principe vient d'être concrétisé avec la correspondance n° CTY/CD3/14/1524 du 06 Mai 2013, par laquelle la BID confirme son engagement pour le financement de l'étude de faisabilité dudit projet sous forme de dons, pour un montant de 58.000 dollars US.

Le montant annoncé par la Banque sera soumis à sa direction pour examen et approbation en fin d'année 2013.

1.1.2.2.5. Projet d'assistance technique avec le Royaume du Maroc dans le secteur minier

L'ALG a obtenu l'accord de principe de la Banque Islamique de Développement (BID), pour le financement du projet. A travers la même correspondance ci-dessus référenciée, la Banque examinera en 2014, la possibilité de financement de ce projet.

1.1.2.2.6. Projet d'étude de la faille de Markoye (implication métallogénique et hydrologique) et Projet de la cartographie géologique et de la prospection minière au nord du 14e parallèle.

Suite à la rencontre des Ministères en charge de la géologie et des mines des pays membres de l'ALG, tenue à Bamako, au Mali, du 20 au 22 mars 2012, recommandant la finalisation des Termes de Référence de ces deux projets d'étude, des correspondances pour la collecte des informations ont été adressées aux ministères en charge des mines des Etats membres, en date du 10 Décembre 2012.

A ce jour, seul le Burkina Faso a réagi à travers la correspondance N° 013-0312 MME/SG/DGMD en date du 14 Mai 2013. Les réactions du Mali et du Niger sont toujours attendues.

1.1.2.2.7. Programme de promotion des Technologies de l'Information et des Communications dans la Région du Liptako-Gourma

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions du programme de promotion des TIC dans l'espace communautaire UEMOA, l'ALG a eu une rencontre de travail avec la Commission de l'UEMOA le 31 juillet 2012. Au cours de cette rencontre, l'ALG a affirmé sa volonté de nouer un partenariat avec la Commission de l'UEMOA sur deux projets du programme communautaire à savoir : les Centres Multimédia Communautaires (CMC) et le Renforcement de l'Interconnexion entre les Etats membres,

La Commission de l'UEMOA a également émis le vœu de travailler avec l'ALG pour la réalisation de ces deux projets.

Dans cette perspective, l'ALG a adressé une correspondance à la Commission de l'UEMOA en vue de s'approprier les états des lieux des Etats membres de l'UEMOA en matière de TIC.

Par courrier en date du 15 Janvier 2013, l'UEMOA a fait parvenir à l'ALG les documents sollicités.

1.1.2.2.8. 8^{ème} réunion du Comité de suivi de Programme de Désenclavement de l'ALG.

La réunion du Comité est une rencontre statutaire, elle se tient tous les ans. La 7^{ème} et dernière réunion s'est tenue du 20 au 23 novembre 2012 à Niamey au Niger.

La 8^{ème} réunion était programmée pour se tenir au mois d'octobre 2013 à Bamako au Mali. Les TDRs et les documents de travail élaborés en son temps ont été actualisés en vue de la tenue de la rencontre en février 2014 à Bamako au Mali.

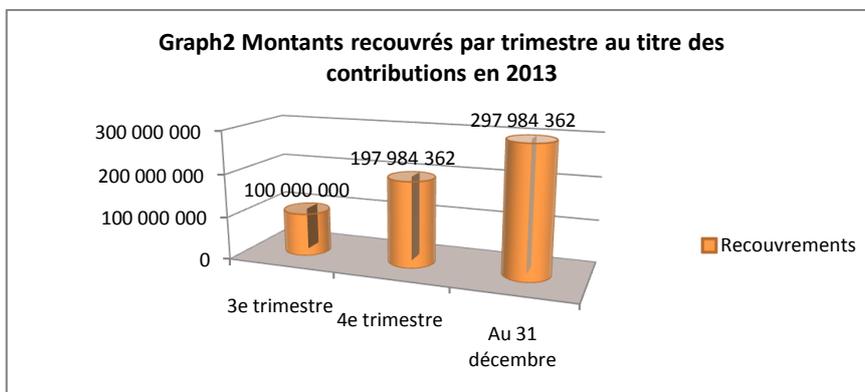
I.1.3. AMELIORATION DU NIVEAU DE MOBILISATION DES RESSOURCES

1.1.3.1 Contribution des Etats au budget de fonctionnement

Le budget de fonctionnement, d'équipements et d'investissements 2013 adopté par le Conseil des Ministres du 21 juin 2013, a été équilibré en recettes et en dépenses à **vingt quatre milliards deux cent quatorze millions cent soixante douze mille sept cent quatre vingt douze (24 214 172 792) FCFA** dont **cinq cent trente six millions quatre cent douze mille sept cent quatre vingt douze (536 412 792) FCFA** au titre du fonctionnement et d'équipement de la Direction Générale.

Relativement aux recettes, des lettres de notification ont été adressées aux Ministères de tutelles des Etats membres dès le 24 juin 2013 en vue de mobiliser les contributions au plus tard le 31 juillet 2013 tel que prévu par le 49^{ème} Conseil des Ministres.

Au titre des contributions des Etats membres, les ressources recouvrées au 31 décembre 2013 se chiffrent à deux cent quarante huit millions neuf cent vingt deux mille cent quatre vingt un (248 922 181)) F CFA, pour le budget de fonctionnement et d'investissement, soit un taux de réalisation de 55,72%.



Au titre des autres rubriques de recettes le montant recouvré au 31 décembre 2013 s'élève à 14 747 328 FCFA et se décompose comme suit :

- Produit de locations : 7 034 000 FCFA;
- Commissions de gestion des projets et programmes: 5 928 148 FCFA;
- Autres produits HAO: 1 785 180 FCFA

A la même période, les engagements au titre des dépenses de fonctionnement se chiffrent à 361 059 516 FCFA, soit un taux de 67,31% et se répartissent comme suit dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°2 : Répartition des engagements par grandes masses

Rubriques	Prévisions	Révisées	Dépenses	Taux d'exécution
Charges de personnel	218 748 500	216 048 500	205 289 031	95,02
Matières et fournitures consommables	35 000 000	39 000 000	34 282 997	87,91
Services extérieurs	218 664 292	215 364 292	77 222 792	35,86
Transport consommé	15 000 000	17 000 000	16 627 696	97,81
Investissement	49 000 000	49 000 000	27 637 000	56,40
TOTAL GENERAL	536 412 792	536 412 792	361 059 516	67,31

1.1.3.2. Mobilisation des ressources extérieures

Au titre de la mobilisation des ressources extérieures, l'ALG est toujours en attente des réactions des Partenaires Techniques et Financiers sollicités, pour le financement des études de faisabilité des programmes du PPA 2010-2015.

En raison de l'objectif et du coût relativement élevé du Programme régional de promotion de la pêche et de l'aquaculture dans la Région du Liptako-Gourma, l'ALG envisageait l'organisation, courant dernier trimestre de l'année 2013 à Ouagadougou, au Burkina Faso, d'une Table Ronde Sectorielle des Bailleurs de Fonds intéressés par la thématique, en vue d'assurer son financement.

Pour ce faire, un Comité d'organisation a été mis en place et travaille à la mise en œuvre des activités préparatoires identifiées à cet effet sur la base de termes de référence et d'un chronogramme dûment établis.

Le Burkina Faso a donné son accord de principe pour abriter la Table Ronde ; le FKDEA et la BOAD ont été sollicités pour se constituer respectivement chefs de file des Bailleurs de Fonds Arabes et Africains.

La suite du processus est suspendue au recouvrement des contributions des Etats au budget de fonctionnement de l'ALG.

Commentaire [KA1]: DAAF sollicité pour l'actualisation des données.

I.1.4. RENFORCEMENT DU PARTENARIAT AVEC LES AUTRES ORGANISATIONS

1.1.4.1. Avec l'UEMOA

Relativement à la Convention 2011, la réception définitive des ouvrages a été organisée du 1^{er} au 04 octobre 2013. Les réalisations ont concerné :

Au Burkina Faso :

- ◆ raccordement au système d'adduction d'eau potable de l'ONEA du marché à bétail de Dori ;
- ◆ réalisation d'un forage positif à pompe manuelle VOLANTA avec abreuvoirs au marché à bétail de Pétégoli (Région du Sahel) ;

Au Niger

- ◆ réhabilitation du marché à bétail de Torodi (raccordement au système d'adduction d'eau de la Société d'Exploitation des Eaux du Niger (SEEN), abri des bornes fontaines et quai d'embarquement) ;
- ◆ réalisation de quai d'embarquement et d'enclos pour gros bétail et petits ruminants du marché de Gothèye ;
- ◆ construction d'enclos pour gros bétail et petits ruminants du marché à bétail de Téra.

S'agissant de la Convention 2012, suite à l'élaboration des DAO et au lancement de l'Appel d'Offres ouvert, les offres en vue du recrutement des Maîtres d'œuvre ont été évaluées les 11 et 12 juin 2013.

A l'issue du dépouillement, les bureaux 3S du Burkina, BSH du Mali et ECAUTEC du Niger ont été retenus comme adjudicataires des prestations et ont été invités à la négociation et signature des contrats les 15 juillet 2013.

Les maîtres d'œuvre ont produit les éléments techniques nécessaires pour finaliser les dossiers d'appels d'offres en vue du recrutement des Entreprises pour les travaux. Le recrutement de ces dernières est intervenu courant décembre 2013.

Le lancement des travaux est programmé en janvier 2014 pour une durée de trois mois.

Par ailleurs, l'ALG et l'UEMOA ont entamé le processus d'élaboration de la convention de l'agence d'exécution de maîtrise d'ouvrage déléguée 2014.

1.1.4.2. Avec la CEDEAO

A l'invitation du Président de la Commission de la CEDEAO, le Directeur Général de l'ALG a participé à Ouagadougou, le 14 juin 2013 à la cérémonie de signature du Protocole d'Accord portant création du cadre de concertation de coopération et de partenariat entre les Organisations Intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest.

Cette cérémonie de signature co-présidée par les Présidents des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA a enregistré la présence des premiers responsables d'autres OIGs notamment l'ABN, l'ACMAD et le CILSS.

Le Protocole d'Accord a pour objet de promouvoir entre les OIGs signataires la coopération et le partenariat, afin de renforcer la coordination, la complémentarité et l'efficacité de leurs actions respectives ou communes de développement et d'intégration de l'Afrique de l'Ouest.

En tant que membre fondateur du cadre de concertation des OIGs de l'Afrique de l'Ouest, l'ALG s'engage dans une dynamique de coopération et de partenariat visant à faire prévaloir ses avantages comparatifs quant au choix des OIGs dans la mise en œuvre des projets et programmes communautaires de la CEDEAO et de l'UEMOA.

1.1.4.3. Avec la Coopération Suisse

Dans le cadre du projet de gestion intégrée des ressources et équipements pastoraux au niveau de l'espace transfrontalier du forage Christine, la Coopération Suisse a mis à la disposition de l'ALG le 01 mars 2013, une subvention de vingt un millions cinq cent cinquante milles (21 550 000) FCFA pour l'organisation du processus de concertation devant aboutir à l'élaboration d'un document de projet consensuel.

Faisant suite à la signature de ce contrat, deux ateliers et deux (2) retraites ont été organisés et au terme du processus, le document de projet a été validé et transmis au Ministère des Ressources Animales et Halieutiques ainsi qu'à la Coopération Suisse.

Suite à cette transmission, la Coopération Suisse, par correspondance référencée 852.3(8) POUPA du 18/11/2013 avait décidé de prendre contact avec l'ALG pour échanger autour du contenu précis de la proposition de projet et sur le processus de mobilisation des financements prévus par l'ALG. Les propositions de dates sont attendues de la Coopération suisse.

1.1.4.4. Avec la FAO

Un accord de coopération a été conclu en vue du recrutement d'un expert pour l'élaboration d'un Programme de sécurité alimentaire dans la Région du Liptako-Gourma.

Selon les termes du contrat, le recrutement de l'expert est à la charge de la FAO. L'ALG supportera les frais de suivi et de validation de l'étude.

1.1.5. GESTION COURANTE

Dans le cadre de la gestion des ressources humaines, il a été procédé à l'évaluation et aux avancements du personnel. On a également enregistré les départs définitifs de :

- Madame Joséphine GUISSOU, chef du personnel qui a fait valoir ses droits à la retraite ;
- Monsieur Adama SALAMBERE, chef du Département des Affaires Administratives et Financières rappelé par son Etat à d'autres fonctions;
- Monsieur Tiendrebéogo Hado, Chauffeur en fin de contrat.
- Monsieur Aldiouma Cissé, chef de SIM dont le contrat est arrivé à expiration et l'intéressé n'a pas souhaité son renouvellement;
- Monsieur Seydou SADOU, Auditeur interne appelé par son Etat à d'autres fonctions.

La Direction Générale, en vue de combler les départs, a engagé un processus de recrutement. A ce jour, on note la prise de service du Chef DAAF le 21 octobre 2013, celle du chef de personnel interviendra en janvier 2014.

. Par ailleurs, en vue de renforcer le système de sécurité, l'effectif du personnel commis à cette fonction a été renforcé.

Relativement à la gestion du patrimoine, suite aux menaces consécutives aux événements au Nord Mali, un système de vidéo surveillance et des balises de sécurité ont été installés à l'ALG.

Toujours dans le cadre du patrimoine, le contrat de location du 2^e niveau de l'immeuble avec l'Ambassade Royale des Pays Bas est arrivé à terme le 30 juin 2013. Un Comité a été mis en place par la Direction Générale en vue de préparer le départ de l'Ambassade et faciliter la reprise des locaux.

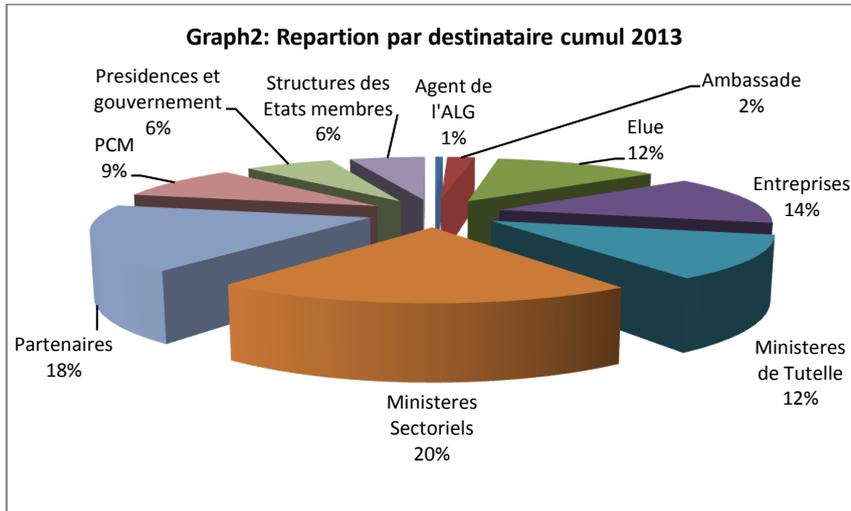
Au titre du courrier reçu, 1039 courriers ont été enregistrés. La répartition par nature est donnée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3 Répartition par nature du courrier

Nature du Courrier	Trimestre				Cumul
	1	2	3	4	
Autorisation d'absence	8	23	41	8	80
Bordereau d'Envoi	6	7	18	4	35
Demande de congés		5		2	7
Demande d'emploi	3			1	4
Autres demandes	20	5	11	23	59
Document/Rapport	25	27	32	27	111
mail	45	48	22	37	152
Facture	29	29	21	38	117
Lettre	66	61	49	61	237
Demande Location de salle		15	17	7	39
Note Verbale	4	2	9	2	17
Relevé bancaire	23	14	18	26	81
Offre de service	19	11	7	5	42
Autres courriers	27	6	7	16	56
Total	275	253	252	259	1039

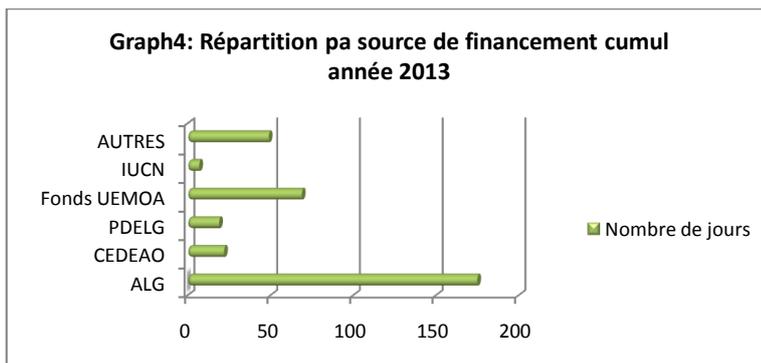
Au titre de 2013, le cumul des courriers reçus s'élève à 1039 avec une moyenne trimestrielle de l'ordre de 259 courriers.

Au titre du courrier sortant, on enregistre 541, la répartition est donnée dans le graphique ci-dessous.



Au 31 décembre, les échanges de courriers à l'endroit des Ministères sectoriels représentent 20% de l'ensemble des échanges, suivi des partenaires d'environ 18%.

Au titre des missions et déplacements, le graphique ci-dessous donne la répartition des sources de financement suivant le nombre de jours de mission effectué.



I-2. ACTIVITES HORS PROGRAMME EN 2013

Sous la rubrique « Activités hors programme », sont logées les activités qui surviennent en cours d'année et qui ne sont pas expressément programmées. Elles s'effectuent généralement dans le cadre des relations avec les Etats membres et les partenaires privilégiés de l'ALG. Il s'agit entre autres de la participation aux réunions, manifestations et cérémonies officielles notamment celles organisées par le pays siège de l'ALG.

1.2.1. PARTICIPATION AUX RENCONTRES

Sur invitation de divers partenaires, l'ALG a pris part aux réunions et rencontres suivantes :

Du 21 au 22 janvier 2013 à la Réunion des partenaires OIG et OI du plan de convergence forestier et des Aires protégées en Afrique de l'Ouest à Abuja au Nigeria.

L'objectif de la réunion est de faire du plan de convergence un outil stratégique puissant pour élever le statut des forêts d'Afrique de l'Ouest en conformité avec la vision stratégique 2020 de la CEDEAO.

La réunion a servi de cadre au niveau sous régional pour améliorer la qualité du document final à soumettre aux ministres sectoriels de l'environnement de la CEDEAO.

Du 11 au 12 février 2013 à Ouagadougou, aux travaux de l'atelier régional « construire un partenariat fort pour développer ensemble les solutions d'adaptation aux changements climatiques en Afrique de l'Ouest ».

L'atelier est l'amorce du processus d'élaboration d'un programme conjoint des OIG en Afrique de l'Ouest sur les changements climatiques. La présence de l'ALG à cet atelier lui permet de s'approprier cette dynamique de partenariat des OIG en matière d'adaptation aux changements climatiques.

Du 13 au 15 février 2013 à Accra (Ghana) à la réunion technique de validation du Protocole d'Accord de Coopération et de Partenariat entre les Organisations Intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest.

Depuis 2007, sous l'égide des Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA avec l'appui de la CEA, les Organisations Intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest sont engagées dans un processus de création d'un cadre de concertation.

La réunion a examiné le projet de Protocole d'Accord qui sera validé par les premiers responsables des OIGs avant sa signature.

Du 06 au 08 mars 2013 à Lomé, au Togo, à la réunion des experts, préparatoire à la 4e Réunion du Comité de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire, organisée par l'UEMOA.

La réunion avait pour objectif de préparer la 4e Réunion du Comité de haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire mis en place sous la Présidence de Son Excellence, Monsieur le Président de la République du Niger.

Du 14 et 15 mars 2013 à Abidjan en Côte d'Ivoire, à la réunion Ad Hoc du Groupe d'Experts sur le thème «le renforcement des capacités des Etats de l'Afrique de l'Ouest en matière d'économie verte en vue d'atténuer les effets du changement climatique».

La réunion avait pour objectif de permettre aux Experts de la sous région d'examiner les défis et opportunités liés à l'économie verte, en vue de faciliter la transition des pays de l'Afrique de l'Ouest vers cette économie avec un accent sur les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, de l'énergie des mines et des services.

Du 18 au 19 mars 2013 à Abidjan en Côte d'Ivoire, à la seizième Session Intergouvernementale du Comité d'Experts d'Afrique de l'Ouest (16ème CIE) sur le thème «croissance verte inclusive pour accélérer le développement socio-économique en Afrique de l'Ouest ».

La seizième Session Intergouvernementale du Comité d'Experts d'Afrique de l'Ouest (16ème CIE) avait pour objectif de débattre des récentes évolutions économiques et sociales en Afrique de l'Ouest et des principaux défis à relever, et de faire des recommandations pour accélérer la croissance en vue d'une transformation rapide de la sous-région.

Du 26 au 28 mars 2013, à Dakar au Sénégal, aux travaux du deuxième atelier régional « construire un partenariat fort pour développer ensemble les solutions d'adaptation au changement climatique en Afrique de l'ouest ».

L'objectif de cet atelier était d'élaborer une note de concept et un cadre logique pour un programme régional conjoint sur l'environnement et le changement climatique.

Du 06 au 07 mai 2013, à Accra au Ghana, à l'Assemblée Générale des partenaires consultatifs du Partenariat Ouest Africain de l'Eau (GWP/AO).

Cette réunion statutaire a permis de faire approuver les différents rapports et plans de travail et budgets du partenariat régional et, de renouveler les organes.

Du 03 au 05 juin 2013, au Sénégal, à la Réunion de finalisation des fiches de projets et programmes des Organisations Intergouvernementales pour le Programme Communautaire de Développement (PCD) de la CEDEAO

Sur invitation de la Commission de la CEDEAO, l'ALG a participé du 3 au 5 Juin 2013 à Saly, en République du Sénégal, à la réunion pour la finalisation des fiches de projets et programmes des OIG pour le Programme Communautaire de Développement (PCD)

Au titre de l'ALG, les projets provisoirement priorisés pour figurer dans le document final, sont au nombre de neuf (9). Le processus de concertation autour du PCD se poursuivra avec les acteurs non étatiques en vue de l'organisation de la Table Ronde de financement du PCD, en décembre 2013.

Du 19 au 21 Juin 2013, à l'Atelier national de validation des études de l'état de lieux de la gestion des produits chimiques dans les zones minières et cotonnières au Burkina Faso.

L'objectif principal de l'atelier était de valider les rapports d'études réalisés sur la gestion des produits chimiques afin de disposer de documents fiables de base pour impulser tous les acteurs concernés à une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques dans les zones minières et cotonnières du Burkina Faso.

Du 23 au 30 juin 2013, au voyage d'études inter-région France/Suisse, organisé par la Coopération Suisse au profit du Conseil des Collectivités Territoriales de l'espace UEMOA

Ce voyage avait pour objet de s'enquérir des expériences de coopération transfrontalière entre les régions frontalières françaises et suisses.

La participation à ce voyage d'études ouvre des perspectives de financement des activités de l'ALG dans l'appui aux initiatives locales de coopération transfrontalière dans la Région du Liptako-Gourma.

Du 26 au 28 juin 2013, à l'Atelier de validation de l'étude de faisabilité de la création d'un Observatoire régional sur le Foncier Rural en Afrique de l'Ouest (ORFAO, à Dakar, au Sénégal).

L'objectif de l'atelier était de valider les rapports d'études réalisés par le bureau d'études SOFRECO dans le cadre de la mise en place d'un observatoire régional sur le foncier rural en Afrique de l'Ouest sous l'égide de l'UEMOA

Du 15 au 18 juillet 2013 à Bamako, l'atelier régional sur le processus de relance des activités de l'ex-CRES Régional d'Energie Solaire (CRES) de Bamako initié par l'UEMOA

L'objectif principal de cet Atelier est la mise en place d'une nouvelle stratégie permettant d'accélérer le processus de relance de l'ex-CRES de Bamako, en lui assignant un rôle conforme aux objectifs de la PEC-UEMOA et de l'IREC.

Du 28 au 30 août 2013 à Cotonou (Benin) à l'atelier régional du lancement de processus «Dialogues inclusifs pays de l'Alliance Globale pour la résilience AGIR»

L'atelier a regroupé les Délégués des États membres de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS, les Institutions Financières Régionales et Internationales, les Institutions de Coopération et d'Intégration Technique Régionales, les ONG Régionales, les Organisations Professionnelles Agricoles Faïtières Régionales et du Secteur Privé, et les Agences de Coopération bi et Multilatérales.

L'objectif de cette importante rencontre est d'accélérer la mise en œuvre de la feuille de route régionale à travers l'appropriation du processus par les pays, la validation des outils méthodologiques ainsi que l'adoption d'un chronogramme de réalisation des dialogues inclusifs des pays.

Du 09 au 11 septembre 2013 à Ouagadougou, à l'atelier de formation pour la maîtrise du Manuel CEDRIG: lignes directrices pour l'intégration du climat, de l'environnement et de la réduction des risques de catastrophe organisé par la Coopération Suisse.

Cette formation qui a regroupé plusieurs participants (Projets, ONG, OIG, Société Civile) a permis l'application du Manuel CEDRIG à un programme agricole en cours d'élaboration par la Coopération Suisse au niveau du Burkina Faso.

Le manuel s'articule autour de trois axes principaux (Analyse du contexte, évaluation des risques et leur degré, Intégration des considérations liées aux risques).

Le 18 octobre 2013 à Dori à la 4ème journée de l'Azawak

Présidée par Monsieur le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques, elle avait pour but de primer les meilleurs producteurs.

Du 11 au 14 novembre 2013 à Dakar, en République du Sénégal au forum régional de la CEA

Le forum regroupait trois rencontres à savoir:

1. La mise en place du Mécanisme sous-régional de coordination pour l'appui au Système des Nations Unies à l'Union Africaine et à son NEPAD (11 et 12 novembre 2013);
2. Séminaire sur le renforcement de l'appui institutionnel aux OIG de l'Afrique de l'Ouest travaillant sur les questions de développement y compris le genre et l'autonomisation des femmes (13 novembre 2013) ;
3. Atelier pour décideurs et autres parties prenantes sur le renforcement du Programme Communautaire de Développement en zone CEDEAO (14 novembre 2013).

Cette série de rencontres a permis à l'ALG de mieux apprécier le rôle de la CEA en Afrique de l'Ouest et notamment, les possibilités de coopération avec le Bureau sous-régional en matière de renforcement des capacités.

L'ALG a surtout soutenu l'adhésion de l'ensemble des OIG au protocole de coopération et de partenariat des OIG de l'Afrique de l'Ouest et partagé son expérience de partenariat en cours avec l'UEMOA pour les marchés à bétail et la CEDEAO pour les initiatives de coopération transfrontalière.

Enfin, l'ALG a pu se positionner comme acteur dans la mise en œuvre des domaines thématiques relatifs à :

- ✓ Développement des infrastructures (transport, énergie, TIC) ;
- ✓ Agriculture et sécurité alimentaire, eau et environnement (agriculture, sécurité alimentaire et nutritionnelle, résilience, eau et assainissement, environnement et changements climatiques);
- ✓ Développement du secteur privé, industries, mines et pétrole.

Il est à noter également que différentes invitations pour des cérémonies officielles des Institutions, Ministères, Représentations diplomatiques et organismes du Burkina Faso ont été envoyées à la Direction Générale qui les a honorées.

1.2.2. RENFORCEMENT DE LA SOLIDARITE

En matière de solidarité, on note la tenue de deux (2) Assemblées Générales de la Mutuelle (M2A) respectivement :

- le 28 février 2013 pour examen et adoption des statuts et règlement intérieur révisés ;
- le 12 juillet 2013 pour examen du bilan moral et financier.

Aussi, la mutuelle des travailleurs a-t-elle poursuivi ses activités à travers les opérations vivres. Elle a également apporté son soutien aux membres, suite à des événements heureux ou malheureux dans leurs familles.

L'inscription et l'adoption d'une subvention au budget 2013 a conforté la mutuelle dans la prise en charge des préoccupations et besoins des mutualistes.

II- DIFFICULTES RENCONTREES

La mise en œuvre du Programme d'Activités 2013 a été perturbée par la tenue tardive de la 49^{ème} Session du Conseil des Ministres qui devrait doter l'ALG de son Programme d'Activités 2013 et d'un budget d'accompagnement.

III- CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La mise en œuvre du programme d'activités 2013 au 31 décembre 2013, est globalement satisfaisante, comparée aux moyens dont l'ALG a disposé au cours de la période de référence. Au moment où l'ALG s'efforce de développer une culture de résultats pour faire face aux nombreux défis qui se dessinent en termes de restructuration et de mise en œuvre de nouveaux plans et programmes, il est d'une importance vitale que l'accompagnement des Etats soit plus manifeste et dans les délais requis.

C'est à ce prix que l'ALG pourra se transformer en une banque d'expertise de la coopération transfrontalière aux services de ses Etats membres et des Organisations d'Intégration.

ANNEXES

Tableau 1 : Etat de mise en œuvre des recommandations et tâches de la 49^{ème} Session du Conseil des Ministres au 31 décembre 2013.

Recommandations/tâches	Etat de mise en œuvre	Ecart
Recommandation N°1 : relative au versement des contributions des Etats membres au budget de l'ALG au plus tard le 31 juillet 2013	- Décision exécutée à seulement 55,72% au 31 décembre 2013. Le Niger reste toujours redevable de sa contribution de 2013 et le Mali d'un reliquat de 48.000.000 F CFA.	44,28%
Tâche N°1 : relative à la finalisation des actes de la 49 ^{ème} Session du Conseil des Ministres	<ul style="list-style-type: none"> • Le communiqué final, le compte rendu et les décisions ont été finalisés et validés par le PCM ; • Les contributions au budget ont été notifiées aux Etats 	0%
Tâche N°2 : relative à la réalisation de l'audit structurel de l'ALG	<ul style="list-style-type: none"> • Les missions de collecte se sont poursuivies auprès du DG de l'ALG et de la Commission de l'UEMOA. • Le pré-rapport de l'étude a été examiné par l'ALG; • Une réunion de recadrage a été tenue avec le Bureau d'études. 	50%
Tâche N°3 : relative à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie de communication	<ul style="list-style-type: none"> - Les termes de référence ont été finalisés et validés ; - Un Comité de suivi du processus de recrutement et de suivi de l'étude a été mis en place 	0%
Tâche N°4 : relative à la réactivation du Fonds développement du Liptako-Gourma	<ul style="list-style-type: none"> - Le fond documentaire a été constitué ; - Le chronogramme de mise en œuvre des activités avec des dates butoirs a été actualisé et un Comité de conduite du processus a été mis en place. 	90%
Tâche N°5 : relative à l'élaboration et l'adoption d'une grille indemnitaire de déplacement spécifique à l'ALG.	<ul style="list-style-type: none"> - Les documents de référence ont été collectés auprès d'autres organismes (UEMOA, CILSS, AEE); - Un projet de grille a été élaboré et amendé par les Etats ; - La grille a été approuvée par le PCM et mise en exécution 	0%
Tâche N°6 : relative à la participation de l'ALG au processus de reconstruction du Nord-Mali.	<ul style="list-style-type: none"> - Un projet de plan d'actions a été élaboré ; - Le projet de plan d'actions a été exposé aux autorités maliennes par le DG de l'ALG. 	80%

Tableau 2 : Etat de mise en œuvre des activités programmées au 31 décembre 2013

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2013	Activités menées au 31 décembre 2013	Résultats obtenus au 31 décembre 2013	Ecarts
Evaluation du niveau d'atteinte des résultats intermédiaires des projets en cours	L'efficacité de la gestion des projets et programmes est améliorée	Composante Agriculture		
		<ul style="list-style-type: none"> - Production et publication du bulletin mensuel phytosanitaire ; - Rencontre des Ministres en charge de la Protection des Végétaux ; - Evaluation finale du projet Protection des Végétaux ; - Etude de faisabilité des aménagements hydro agricoles dans la Région du Liptako-Gourma ; 	<p>Les bulletins des mois de janvier à juillet ont été produits et mis en ligne;</p> <p>Les TDRs de la rencontre des Ministres ont été élaborés ; Le rapport bilan du projet a été élaboré La rencontre a été programmée mais reportée pour manque de financement</p> <p>Les TDRs ont été élaborés</p> <p>L'avis de non objection de la BID a été obtenu pour le recrutement d'un Bureau ; Le contrat a été signé et la mission circulaire de collecte des données a été effectuée Le consultant a déposé son rapport diagnostic.</p>	<p>0%</p> <p>70%</p> <p>90%</p> <p>50%</p>
		Composante Elevage		
		<ul style="list-style-type: none"> - Suivi et supervision technique de fin du programme de développement de l'élevage dans la Région du Liptako-Gourma; - Rencontre des Ministres en charge de l'élevage 	<p>La mission de suivi et supervision techniques s'est déroulée du 04 février au 28 février 2013.</p> <p>La réunion des experts s'est tenue du 21 au 23 avril 2013 ; La rencontre ministérielle est</p>	<p>0%</p> <p>20%</p>

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2013	Activités menées au 31 décembre 2013	Résultats obtenus au 31 décembre 2013	Ecart
		<ul style="list-style-type: none"> - Evaluation de l'ouvrage de franchissement entre Sebba-frontière du Niger et Téra-Bangaré-frontière du BF <p>Composante Environnement et de la Pêche</p> <ul style="list-style-type: none"> - Programme régional de la Pêche et de l'aquaculture dans la Région du Liptako-Gourma ; - Etude de faisabilité d'un Programme transfrontalier de préservation des terres de cultures et de récupération des terres dégradées. 	<p>reprogrammée au dernier trimestre</p> <p>La première rentre des acteurs a eu lieu du 9 au 10 juillet 2013 ; Les termes de référence en vue de la visite du site de l'ouvrage ont été élaborés.</p> <p>Le document de projet a été traduit en anglais ;</p> <p>La mission de collecte des données a été réalisée ; Le rapport diagnostic a été validé les 29 et 30 août 2013.</p>	<p>80%</p> <p>0%</p> <p>30%</p>
		<p>Composante Industrie et mines</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet d'étude pour la création d'ateliers écoles dans les pays membres de l'ALG ; - Projet d'assistance technique du Royaume du Maroc à l'ALG dans le domaine des mines - Projet d'étude de la faille de Markoye (implication métallogénique et hydrologique) - Projet de la cartographie géologique et de la prospection minière au nord du 14e 	<p>Confirmation de la BID pour le financement du projet en 2014 pour un montant de 58.000 dollars US.</p> <p>La requête sera réexaminée par la BID en 2014.</p> <p>Les informations en vue de l'élaboration des TDRs ont été sollicitées auprès des Etats depuis le 10 Décembre 2012.</p> <p>A ce jour, seul le Burkina Faso a réagi. Les réactions du Mali et du Niger sont attendues.</p>	<p>90%</p> <p>100%</p> <p>95%</p>

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2013	Activités menées au 31 décembre 2013	Résultats obtenus au 31 décembre 2013	Ecarts
		parallèle.		
		<p>Composante Hydraulique et énergie</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suivi et supervision des activités du projet d'aménagements hydro-agricoles du Liptako-Gourma phase III extension - Programme d'hydraulique pastorale 	<p>L'ALG a pris part à toutes les activités de suivi ; L'exécution globale du projet est estimée à 46%.</p> <p>Un contrat entre la Coopération Suisse et l'ALG a été signé le 01 mars 2013 ; Deux ateliers autour du projet ont été organisés à Dori au Burkina Faso. Le document du projet pilote Gestion Intégrée des Ressources et Equipements Pastoraux dans l'Espace du Forage Christine a été adopté.</p>	<p>0%</p> <p>0%</p>
		<p>Composante Infrastructures et communications</p> <ul style="list-style-type: none"> - Programme prioritaire d'aménagement des routes secondaires inter-Etats - Programme de promotion des Technologies de l'Information et des Communications dans la Région du Liptako-Gourma. 	<p>l'ALG a participé à la mission de reconnaissance des pistes retenues dans le volet Burkina Faso. les Etats ont transmis à la BADEA, les coûts actualisés.</p> <p>l'UEMOA a fait parvenir à l'ALG les études déjà réalisées.</p>	<p>80%</p> <p>90%</p>
	Le niveau de mobilisation des ressources pour le	<p>Ressources étatiques (fonctionnement)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation des contributions des Etats membres ; 	<p>Les notifications ont été adressées aux Etats membres ; Le Niger n'a pas encore versé sa</p>	<p>44,28%</p>

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2013	Activités menées au 31 décembre 2013	Résultats obtenus au 31 décembre 2013	Ecart
Amélioration du niveau de mobilisation des ressources	fonctionnement et la mise en œuvre des projets est amélioré.		contribution et le Mali reste redevable d'un reliquat de 48.000.000 F CFA	
		<p style="text-align: center;">Ressources extérieures</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation des ressources pour le financement des études, programmes et projets 	<p>L'ALG est en attente des réactions des partenaires</p> <p>Un Comité d'organisation de la Table Ronde Sectorielle autour du Programme Pêche et Aquaculture a été mis en place et les TDRs y relatifs ont été élaborés;</p>	<p style="text-align: center;">90%</p> <p style="text-align: center;">80%</p>
	Le partenariat avec les	<p style="text-align: center;">Avec la Commission de l'UEMOA</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre des Conventions 2011 et 	Réception provisoire et définitive des travaux réalisés dans le cadre de la	50%

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2013	Activités menées au 31 décembre 2013	Résultats obtenus au 31 décembre 2013	Ecarts
Renforcement et diversification du partenariat avec les autres Organisations et Institutions	autres Organisations et Institutions est renforcé et diversifié	2012	Convention 2011. Recrutement des Maitres d'œuvre dans le cadre de la Convention 2012. Elaboration d'un DAO spécifique pour l'Abattoir de Dori Les rapports techniques et financiers périodiques ont été produits et transmis à la Commission de l'UEMOA.	
		Avec la Commission de la CEDEAO - Mise en œuvre du Programme d'Initiatives Transfrontalières de la CEDEAO.	Co-signature le 14 juin 2013 du Protocole d'Accord portant création du cadre de concertation de coopération et de partenariat entre les Organisations Intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest. Suivi des activités du projet pilote de coopération transfrontalière de la zone SKABO.	70%
		Avec la Coopération Suisse - Etablissement d'un nouvel Accord de Partenariat	Mise à la disposition de l'ALG le 01 mars 2013 d'une subvention de 21 550 000 FCFA pour l'organisation du processus de concertation devant aboutir à l'élaboration d'un document de projet consensuel autour du forage Christine.	0%
		Avec la FAO - Etablissement d'un nouvel Accord de Partenariat pour l'élaboration d'une étude de faisabilité sur la Sécurité Alimentaire dans la Région du Liptako-Gourma	Un contrat a été signé pour le recrutement d'un expert commis par la FAO	70%

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2013	Activités menées au 31 décembre 2013	Résultats obtenus au 31 décembre 2013	Ecart
Gestion courante	Les ressources sont gérées de façon efficiente	<p align="center">Gestion du Personnel</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etablissement des actes administratifs relatifs à la gestion du personnel et du courrier - Tenue régulière des cadres de concertation 	<p>Evaluations et avancements du personnel ; Enregistrement de trois départs définitifs ; Renforcement du système de sécurité ; Recrutement du DAAF et du CSP en cours</p> <p>771 courriers ont été enregistrés et 424 ventilés</p> <p>Les réunions de direction et des cadres se sont tenues régulièrement ;</p> <p>Une Assemblée Générale du personnel a eu lieu ;</p> <p>Une rencontre trimestrielle du Chef du Service du Personnel avec les agents des catégories B, C et D, a été instituée.</p>	<p align="center">0%</p> <p align="center">0%</p>
		<p align="center">Gestion Budgétaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Exécution de la phase administrative de la dépense 	<p>les ressources recouvrées se chiffrent à 248 922 181)) F CFA, pour le budget de fonctionnement et d'investissement, soit un taux de réalisation de 55,72%. Au titre des autres rubriques de recettes le montant recouvré s'élève à 14 747 328 FCFA.</p>	44,28%

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2013	Activités menées au 31 décembre 2013	Résultats obtenus au 31 décembre 2013	Ecarts
			A la même période, les engagements au titre des dépenses de fonctionnement se chiffrent à 361 059 516 FCFA, soit un taux de 67,31%.	
		<p align="center">Visibilité de l'ALG</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation de la stratégie de communication de l'ALG 	<p>La médiatisation des activités de l'ALG a été assurée dans les trois pays membres</p> <p>Le site web est à jour grâce aux comptes rendus de mission et la production d'articles et illustrations ;</p> <p>le bulletin d'informations phytosanitaires mensuel est produit régulièrement et mis en ligne.</p>	0%

Tableau 3 : Etat de mise en œuvre des activités hors programme au 31 décembre 2013

Axes d'intervention	Résultats attendus en 2013	Activités menées au 31 décembre 2013	Résultats obtenus au 31 décembre 2013	Durée de réalisation
Renforcement du partenariat avec les Etats et les organisations et institutions	Le partenariat avec les autres organisations et institutions est renforcé et diversifié	Participation aux rencontres, ateliers, tables rondes	L'ALG a participé à plus d'une vingtaine de rencontres au cours desquelles elle a partagé son expérience en vue de se faire mieux connaître	Environ 190 jours
Renforcement de la solidarité	L'esprit d'équipe est renforcé	Dynamisation de la mutuelle des travailleurs	La mutuelle est fonctionnelle ; Les agents ont été assistés à l'occasion d'évènements sociaux ; Des opérations vires ont été organisées au profit des agents à des conditions avantageuses ; Des crédits ont été octroyés aux agents ayant exprimé le besoin.	